

Ce changement signifie que Boeing sait maintenant que, quelle que soit sa décision, il devra concurrencer Airbus et fera donc des pertes s'il décide de produire l'avion. Par conséquent, c'est maintenant Boeing qui est dissuadé d'entrer sur ce marché. En fait, la subvention du gouvernement a éliminé l'avantage de l'avance qui, selon nos hypothèses, revenait à Boeing et, au contraire, l'a donné à Airbus. Le résultat final est que l'équilibre passe de la case supérieure droite du Tableau 1 à la case inférieure gauche du Tableau 2. La société Airbus réalise des bénéfices de 125 au lieu de 0, bénéfices qu'elle obtient grâce à la subvention de 25 versée par le gouvernement. Autrement dit, la subvention accroît les bénéfices d'un montant supérieur à celui de la subvention elle-même, car celle-ci a un effet de dissuasion sur la concurrence étrangère. Elle a cet effet parce qu'elle donne à la société Airbus un avantage comparable à l'avantage stratégique qu'elle aurait eu si elle avait la première à exploiter ce créneau, et non Boeing. C'est pourquoi on appelle souvent l'argument en faveur d'une politique industrielle fondée sur la concurrence imparfaite l'argument de la politique commerciale stratégique.

● **Les problèmes inhérents à l'argument Brander-Spencer : les besoins en information**

Cet exemple hypothétique pourrait indiquer que l'argument de la politique commerciale stratégique justifie de façon convaincante la prise de mesures par le gouvernement. L'octroi d'une subvention par le gouvernement européen augmente considérablement les bénéfices d'une entreprise européenne au détriment de ses concurrentes étrangères. Mis à part l'intérêt des consommateurs, il semble évident que cette mesure augmente le bien-être européen (en réduisant celui des États-Unis).

En fait, même si elle a suscité beaucoup d'intérêt, la justification stratégique de la politique commerciale a fait l'objet de beaucoup de critiques. Les critiques avancent qu'il faudrait disposer de bien plus d'information que celle qui est probablement disponible pour mettre la théorie en pratique. Il y a deux aspects au problème du manque d'information : tout d'abord, même si l'on étudie un secteur tout seul, il sera peut-être difficile d'inscrire avec exactitude les entrées dans les cases d'un tableau comme le Tableau 1. Et si le gouvernement fait une erreur, une subvention peut se révéler une mauvaise décision coûteuse. À titre d'illustration, supposons qu'au lieu du Tableau 1, la réalité corresponde aux résultats apparemment semblables figurant au Tableau 3.